



# «Il est trop tard pour un moratoire sur l'IA»

**INNOVATION** Mercredi, Elon Musk et des centaines d'experts réclamaient une pause dans le développement de l'intelligence artificielle. Selon Sabine Süssstrunk et Johan Rochel, une régulation globale serait plus efficace

ANOUGH SEYDTAGHIA

🐦 @Anouch

Une liste de grands noms de la technologie signant une proposition choc. Mercredi, la lettre ouverte sur l'intelligence artificielle (IA) paraphée par plus de 1300 personnes a fait forte impression dans le monde de la technologie. Des personnalités tels Elon Musk, propriétaire de Twitter et directeur de SpaceX et de Tesla, Yuval Noah Harari, auteur du best-seller *Sapiens*, Steve Wozniak, cofondateur d'Apple, ainsi que des membres du laboratoire d'IA de Google DeepMind et des experts et universitaires américains ont réclamé un moratoire. Selon eux, une pause de six mois est nécessaire face aux dangers de l'IA.

Contactés jeudi par *Le Temps*, Sabine Süssstrunk, directrice du Laboratoire d'images et représentation visuelle de la Faculté informatique et communications de l'EPFL, et Johan Rochel, docteur en droit et philosophe, cofondateur et codirecteur du laboratoire Ethix, estiment que cette proposition n'est pas la solution.

Les signataires demandent «à tous les laboratoires d'interrompre immédiatement, pendant au moins six mois, la formation de systèmes d'IA plus puissants que GPT-4. Cette pause devrait être publique et vérifiable, et inclure tous les acteurs clés. Si un tel arrêt momentané ne peut être mis en place rapidement, les gouvernements devraient intervenir et instaurer un moratoire.» Elon Musk & Co. affirment que l'IA fait planer «des risques importants pour la société et l'humanité». Selon eux, «les laboratoires d'intelligence artificielle se sont enfermés dans une course incontrôlée pour déve-

opper et déployer des cerveaux numériques toujours plus puissants, que personne – pas même leurs créateurs – ne peut comprendre, prédire ou contrôler de manière fiable».

## Oubli des aspects positifs

Selon Sabine Süssstrunk, un moratoire est une mauvaise idée: «Il est déjà beaucoup trop tard pour arrêter le développement de ces technologies. Les modèles d'IA, par exemple GPT-3, existent depuis un certain temps et ils ont été utilisés sans susciter de craintes. Aujourd'hui, avec le battage médiatique autour de ChatGPT, l'IA est soudainement considérée comme mauvaise. Toutes les applications positives dans le domaine de la recherche, de la médecine, de l'ingénierie et même de l'art semblent avoir été oubliées.»

Selon la spécialiste, «il est très positif qu'avec les derniers modèles d'IA, tels que ChatGPT ou Stable Diffusion [génération d'images, ndlr], le public discute davantage de ce dont ces technologies sont capables. Cela permet d'éduquer les législateurs et le grand public sur ce que l'IA peut – ou ne peut pas – faire, et sur les abus potentiels ainsi que la nécessité d'une régle-



«Il est très positif qu'avec les derniers modèles d'IA, le public discute davantage de ce dont ces technologies sont capables»

SABINE SÜSSSTRUNK,  
DIRECTRICE DU LABORATOIRE D'IMAGES  
ET REPRÉSENTATION VISUELLE DE L'EPFL

mentation. Mais il est illusoire d'arrêter tout développement pendant que les lois sont établies.»

Pour Johan Rochel, la lettre



## «Nous avertissons depuis longtemps qu'il y a des risques majeurs, mais ces derniers ne sont pas ceux soulignés par la lettre ouverte»

JOHAN ROCHEL,  
COFONDATEUR ET CODIRECTEUR  
DU LABORATOIRE ETHIX

ouverte ne vise pas la bonne cible. «Je suis plutôt sceptique quant à cette lettre. Nous – les spécialistes d'IA, en technique comme

en sciences humaines – avertissons depuis longtemps qu'il y a des risques majeurs, mais ces derniers ne sont pas ceux soulignés par la lettre ouverte. Celle-ci pointe surtout les risques à long terme, avec un récit où les machines pourraient prendre le contrôle de l'humanité. On peut bien sûr en débattre mais ce qui est sûr, c'est qu'il existe des dangers autrement plus urgents.»

Selon le spécialiste en éthique, «on devrait profiter de la frénésie provoquée par ChatGPT pour parler des défis actuels: le risque de désinformation, la transformation de certaines activités créatrices de contenu, l'intégration dans l'enseignement, etc. Mais pas, «est-ce que les IA vont prendre le contrôle de l'humanité?» – cela renforce une frénésie déplacée à mon avis.»

Sabine Süssstrunk note aussi une pointe d'hypocrisie dans la lettre ouverte: «N'est-il pas ironique que certains signataires soient des représentants d'entreprises qui, par le passé, se sont toujours opposées à toute loi et réglementation de la sphère numérique, qu'il s'agisse de la vie privée, de la protection des données, des médias sociaux, etc.?» L'experte note aussi que beaucoup de

petites entreprises développent des solutions d'IA pour le bien commun – «Devraient-elles aussi tout arrêter?» demande Sabine Süssstrunk.

### L'exemple européen

Il faut une régulation exigeant la transparence et qui permet d'établir des responsabilités, affirme Johan Rochel. «A terme, cette régulation devrait permettre de rééquilibrer l'approche. Aujourd'hui, comme dans l'exemple ChatGPT, les entreprises mettent à disposition l'outil dès qu'il est prêt, sans pouvoir garantir ni transparence, ni analyse de risques sérieuse. En gros, on teste en temps réel sur le grand public. Il faut basculer vers un modèle où les entreprises et les concepteurs doivent assurer une certaine qualité et, s'ils ne le font pas, ils doivent en porter la responsabilité.» Johan Rochel salue la régulation envisagée par l'Union européenne, car elle «a clairement une approche basée sur les risques et formule une série de conditions à remplir avant la mise sur le marché».

La spécialiste de l'EPFL est du même avis. «Nous avons besoin d'une réglementation de portée mondiale, ou au moins régionale, et pas seulement pays par pays, avance Sabine Süssstrunk. L'Union européenne (UE) a été assez efficace pour réguler certaines des violations de la confidentialité des données commises par les grandes entreprises technologiques, car elle représente un grand nombre de clients. Les lois sur l'utilisation éthique de l'IA doivent être établies de la même manière.»

Une telle régulation, initiée en 2021 par l'UE, ne sera a priori pas effective avant 2024, le processus législatif étant toujours en cours. ■



## ÉTHIQUE

### L'Unesco lance à son tour un appel

Jeudi, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a appelé les pays à mettre en œuvre sans délai sa Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle (IA). Ce cadre normatif mondial, adopté à l'unanimité par les 193 Etats membres de l'organisation, prévoit les garde-fous nécessaires, selon elle.

«Le monde a besoin de règles éthiques pour l'intelligence artificielle: c'est le défi de notre temps. La Recommandation de l'Unesco sur l'éthique de l'IA définit le cadre

normatif approprié. Nos Etats membres ont tous entériné cette recommandation en novembre 2021. Il est aujourd'hui urgent que tous transposent ce cadre sous la forme de stratégies et de réglementations nationales. Nous devons traduire les engagements en actes», a affirmé Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco.

L'autorégulation de l'industrie n'est pas suffisante pour éviter des préjudices éthiques, selon l'organisation onusienne basée à Paris. ■ LT